

# Brest L'institut européen de la mer vise le label des Nations unies

Brest se rêve en campus mondial de la mer. La ville vient de rafler le siège de l'Ifremer et ne compte pas s'arrêter là : les scientifiques lorgnent désormais sur le prestigieux label des Nations unies. L'université de Bretagne occidentale sollicite en effet la reconnaissance de l'Institut universitaire européen de la mer (IUEM, structure basée à Plouzané regroupant plus de 260 chercheurs) comme centre Unu.

Unu ? C'est l'Université des Nations unies, basée à Tokyo. Cette organisation internationale de recherche fondée en 1973 par l'Onu compte aujourd'hui treize centres de recherche et de formation répartis dans douze pays (Belgique, Chine, Allemagne, Espagne, Canada, Malaisie...).

En France ? Aucun. Aussi, la pointe bretonne propose de mettre ses savoirs en matière de « **sciences et gouvernances des océans et des littoraux** » au service de la communauté internationale, l'Unu ayant pour objectif d'être un pont entre la communauté scientifique internationale et les Nations unies. Cette reconnaissance serait « **une porte ouverte vers les négociations internationales et les instances de l'Onu** » alors que sciences et politique peinent encore à travailler de concert, s'enthousiasme



Denis Bailly, porteur du projet, est confiant et enthousiaste : le label des Nations unies offrirait une visibilité internationale à la recherche sur l'océan et les littoraux.

Denis Bailly, économiste à l'IUEM et porteur du projet Unu.

L'institut brestois s'engagerait donc à mobiliser la recherche dans le champ de l'observation des océans, de la modélisation, de la gestion et gouvernance des littoraux et de la gouvernance internationale des océans et de la mer. « **Le projet est le bienvenu** » du côté de l'organisation internationale et a reçu « **un fort soutien de Brest métropole océane** », affirme Denis Bailly, qui se donne un an pour finaliser le contenu du projet, soumettre le programme de travail au recteur de l'Unu et récolter

des fonds (10 à 20 millions de dollars doivent être placés sur l'équivalent d'un fonds de dotation au Japon).

À terme, l'institut brestois devrait embaucher une vingtaine de personnes formant une équipe de support pour animer un réseau transdisciplinaire de chercheurs et « **mettre l'expertise des régions maritimes au service de la communauté mondiale et renforcer l'attractivité du pôle breton des sciences de la mer** ».

Lucie LAUTRÉDOU